

print

Déjà 2,5 millions de dollars investis pour assassiner le président Maduro.

De [Thierry Deronne](#)

Global Research, février 22, 2014

Url de l'article:

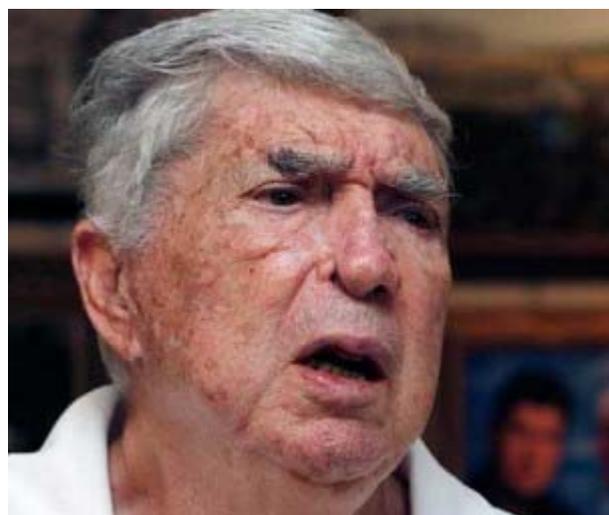
<http://www.mondialisation.ca/deja-25-millions-de-dollars-investis-pour-assassiner-le-president-maduro/5344873>

Cet article a été publié le 8 août 2013.

L'espérance de la droite internationale et des grands médias de voir la révolution bolivarienne disparaître avec la mort (suspecte) du président Hugo Chavez – est frustrée depuis que le nouveau président Nicolas Maduro a relancé avec force les transformations en s'appuyant notamment sur le “*gouvernement de rue*” au Venezuela (1) et sur l'intégration politique de l'Amérique Latine ou la coopération Sud-Sud.

D'où la reprise des préparatifs d'attentat dont les services de l'intelligence vénézuélienne viennent de déjouer une première tentative. Planifiée pour le 24 juillet dernier, l'opération prévoyait l'assassinat de Maduro par un franc-tireur lorsqu'il s'exposerait publiquement lors des commémorations de la naissance de Simón Bolívar, suivie de l'attaque simultanée d'objectifs politiques et militaires par 400 hommes entrés au Venezuela à travers la frontière colombienne.

Selon le Ministre de l'Intérieur Miguel Rodríguez Torres qui a révélé ces détails le 31 juillet à la chaîne d'information TeleSur, les réunions pour mettre ce plan au point se sont déroulées à Bogotá, Medellín (Colombie), Miami et Panama.



Le terroriste international Luis Posada Carriles.

Dans le staff de cette opération on retrouve des terroristes assumés, des putschistes et des personnalités liées au narcotrafic et au paramilitarisme, tous vieux acteurs de la subversion en Amérique Latine : tels, à Miami, Roberto Frómeta, leader du groupe terroriste F4 qui a reconnu être l'auteur d'actions terroristes contre Cuba et son mentor le terroriste international d'origine cubaine Luis Posada Carriles. Ex-agent de la CIA, celui-ci est l'auteur (entre autres) de l'attentat à la bombe du 6 octobre 1976 qui coûta la vie aux 73 passagers du vol 455 de *Cubana de Aviación* et responsable de la torture et de la disparition de militants de gauche vénézuéliens au sein des polices politiques de régimes des années 60 et 70.

Malgré plusieurs demandes d'extradition, il continue à bénéficier de la protection du gouvernement des États-Unis.

C'est également à Miami que les 2.5 millions de dollars destinés à couvrir l'achat des armes et la logistique pour l'attentat contre Maduro, ont été réunis par le réseau de la droite vénézuélienne et l'entrepreneur Eduardo Macaya Álvarez (d'origine cubaine) alias Eddy, membre du Comando de Organizaciones Revolucionarias Unidas (CORU) et Omega 7, suspecté d'avoir organisé l'assassinat du diplomate cubain à l'ONU Félix García en 1980.

Avant le projet d'assassiner le président bolivarien, la première phase de cette opération visait à installer le chaos au Venezuela pour justifier une intervention extérieure. Elle fut lancée par le candidat de la droite Henrique Capriles Radonski dès l'annonce de sa défaite aux présidentielles le 14 avril 2013. Suivant sa consigne de *descendre dans la rue pour libérer la rage*, des commandos mêlant paramilitaires infiltrés et militants de son parti *Primero Justicia* ont assassiné les militants boliviariens José Luis Ponce, Rosiris Reyes, Ender Agreda, Henry Manuel Rangel, Keler Enrique Guevara, Luis García Polanco, Rey David Sánchez, Jonathan Antonio Hernández Acosta et Johny Pacheco, ont attaqué ou incendié des permanences du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), 25 centres de diagnostic intégral (centres de santé populaire gratuits), des médias communautaires, des centres d'approvisionnement populaire (réseau Mercal), des sièges régionaux du Conseil National Électoral, ainsi que des domiciles de fonctionnaires publics.

Trois semaines avant le scrutin, trois députés de droite, MM. Ricardo Sánchez (suppléant de Mme María Corina Machado), Andres Avelino (suppléant de M. Edgar Zambrano) et Carlos Vargas (suppléant de M. Rodolfo Rodríguez) avaient retiré leur appui à M. Capriles en dénonçant l'existence de ce plan de déstabilisation (2).



La mère de Luis García (24 ans) assassiné le 15 avril à Maracaibo.



Le leader de la droite vénézuélienne Henrique Capriles Radonski (à gauche) réuni à Santiago le 19 juillet 2013 avec Jovino Novoa, sous-secrétaire de gouvernement de Pinochet. Capriles Radonski est impliqué dans la violence et les assassinats de

militants boliviariens le 15 avril 2013 et dans le coup d'État meurtrier contre le président Chavez en avril 2002.

Cette violence imprégnée de racisme social avait bénéficié de la complaisance des médias privés, qui [dominent la majorité des ondes au Venezuela](#), et des grands médias internationaux, qui ont invisibilisé les victimes. Lors de la campagne présidentielle, le journal français "Le Monde" avait qualifié Henrique Capriles d'"*avocat élégant, social-démocrate*" (sic).

Cette première phase, qui échoua face à la résistance pacifique de la population, avait suscité le commentaire de l'ex-président Lula en avril 2013 : "*Quand on occupe des fonctions présidentielles il y a des choses qu'on ne peut pas dire, par diplomatie, mais aujourd'hui je peux les dire : de temps en temps les États-Unis s'ingèrent dans les élections organisées dans un autre pays. Ils devraient s'occuper de leurs affaires et nous laisser choisir notre destin.*" (3)

En juin 2013 un enregistrement téléphonique a révélé les contacts suivis avec les États-Unis d'une autre dirigeante de la droite vénézuélienne, María Corina Machado (elle aussi impliquée dans le coup d'État sanglant d'avril 2002 contre Chavez). Celle-ci y insiste sur la nécessité d'organiser un nouveau coup d'État précédé de "*confrontations non-dialogantes*" (sic).



Roberto Micheletti

Depuis le début, toute cette opération a compté sur l'appui de plusieurs officiers de la CIA et de deux ex-présidents liés au trafic de drogue international et au paramilitarisme : l'ex-président colombien Álvaro Uribe Vélez et l'ex-président de facto du Honduras, l'entrepreneur Roberto Micheletti, qui s'était emparé du pouvoir au Honduras à la suite du coup d'État contre le président Manuel Zelaya.



Alvaro Uribe

Ce sont les mêmes secteurs d'extrême-droite qui ont organisé des activités de déstabilisation contre les gouvernements de Bolivie et d'Équateur et qui au Venezuela, toujours avec la complicité des médias privés, ont participé au coup d'État contre Hugo Chavez en avril 2002, au lock-out pétrolier de 2002-2003, au massacre de la Plaza Altamira en décembre 2012, aux attentats à l'explosif contre les ambassades d'Espagne et de Colombie en 2003, à l'assassinat en 2004 du juge Danilo Anderson qui enquêtait sur les auteurs du massacre du coup d'État, à l'infiltration en 2004 d'une centaine de paramilitaires colombiens, arrêtés dans la finca Daktari (périphérie de Caracas) alors qu'ils préparaient l'assassinat de Hugo Chávez.



Une centaine de paramilitaires colombiens arrêtés en mai 2004 dans la finca Daktari, propriété du cubain Roberto Alonso, non loin de Caracas. But avoué de l'opération : "décapiter Chavez".

Des échanges téléphoniques montrent que l'option d'assassiner Nicolas Maduro, reportée à cause des fuites et des mesures prises par les services d'intelligence vénézuélienne, reste activée. Un des scénarios privilégiés par les terroristes serait "*le gouvernement de rue*", pour profiter du niveau élevé d'exposition du président au cours de ses contacts directs avec la population.

Thierry Deronne, Caracas, le 1 août 2013, avec AVN et Telesur.

Notes :

(1) Lire "*Deux tours du monde en 100 jours : révolution dans la révolution bolivarienne*", <http://venezuelainfos.wordpress.com/2013/07/29/deux-tours-du-monde-en-100-jours-revolution-dans-la-revolution-bolivarienne/>

(2) Lire "*Venezuela : victoire du "chavisme sans Chavez"*" de Maurice Lemoine, <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2013-04-17-Venezuela>

(3) Lire "*Défaite de la tentative de coup d'État. L'ex-président Lula critique*

l'ingérence des États-Unis dans les élections vénézuéliennes“, <http://venezuelainfos.wordpress.com/2013/04/17/defaite-de-la-tentative-de-coup-detat-lex-president-lula-critique-lingerence-des-etats-unis-dans-les-elections-venezueliennes/>

Copyright © 2014 Global Research